

MARIAGES FORCÉS ET VIOLENCES FAITES AUX FEMMES EN FRANCE

Comment et qui participe à leur prévention ?

«Il n'y a pas de mariage lorsqu'il n'y a point de consentement.» Ce principe qui participe naturellement du droit de chaque être humain – hommes et femmes – figure dans le code civil français (article 146). Faut-il cependant s'en tenir à la seule législation pour faire que ce droit humain élémentaire soit garanti ? Manifestement non : les mariages forcés constituent une réalité et touchent, on ne s'en doutait pas, les femmes les plus vulnérables : les enfants d'immigrés et notamment les femmes originaires d'Afrique et du Maghreb et certaines autres venant des mêmes contrées et ayant fui une situation de violence et de destin tout tracé pour elles et qui se retrouvent, par leur fuite et leur arrivée en France, confrontées à la conjonction de plusieurs systèmes de violences : conjugale, précarité, chantage aux papiers...

De notre bureau de Paris,
Khadidja Baba-Ahmed

Plus de 70 000 adolescentes seraient concernées par les mariages forcés en France. Elle ont entre 10 et 18 ans et vivent essentiellement en Ile-de-France et dans six départements à forte population immigrée. Ce sont là les chiffres fournis par le Haut-Conseil à l'intégration. «Dans certains cas, dire oui à madame ou monsieur le maire n'est pas signe de consentement au mariage». Comment agir

CONFÉRENCE NATIONALE

SUR LA FORMATION

Les aides aux femmes rurales et au foyer évaluées

Les participants à la conférence nationale sur la formation et l'accompagnement des femmes, tenue les 7 et 8 mars, ont opté pour une série de recommandations axées sur la formation de la femme rurale et plus spécialement l'organisation d'aides à la création d'entreprises.

Sous le thème «de l'alphabétisation à l'entrepreneuriat : la formation des femmes fondement du progrès économique et social», la rencontre a permis l'organisation d'expositions au niveau de l'ensemble des communes du territoire national à l'initiative du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels. La première conférence nationale de la femme rurale et des femmes au foyer a eu pour objectif d'engager un débat sur les préoccupations et les attentes des participantes par rapport aux dispositifs de formation et d'accompagnement. Cette rencontre a permis, selon ses initiateurs, de traduire les recommandations issues des travaux en plan d'action intersectoriel. Ce dernier vise à améliorer l'efficacité des différents dispositifs développés par les secteurs pour la promotion de l'intégration des femmes dans l'activité économique et sociale. C'est dans ce cadre que s'inscrit la tenue de la deuxième conférence-exposition nationale sur la formation et l'accompagnement des femmes. Ce rendez-vous est élargi à l'ensemble des femmes pour une approche plus globale de leurs préoccupations, selon les responsables du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels. Les points débattus au cours de cette rencontre, qui sera clôturée aujourd'hui, sont notamment l'évaluation de la mise en œuvre du programme d'action intersectoriel élaboré sur la base des recommandations de la première conférence, la prise en charge des femmes aux besoins spécifiques, la mise en œuvre d'une stratégie de communication adaptée aux dispositifs et programmes destinés à intégrer les femmes dans le développement économique et social, ainsi que la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement au niveau local.

Ces problématiques ont également été prises en charge au niveau des expositions programmées dans les wilayas du pays. Les participants ont par ailleurs insisté sur la nécessité de l'information et de la sensibilisation des femmes à leurs droits concernant les dispositifs tels que l'Ansej, l'Angem, la Cnac, l'Andi, le PPDRI, l'ADS ainsi que les fonds de l'agriculture pour le développement rural et l'artisanat.

F.-Z. B.

alors pour déceler le forçage ? Fatima Lalem, adjointe au maire de Paris, chargée de l'égalité femmes/hommes, y répond dans un guide édité récemment à l'usage des élu/es et qui fixe aux maires les trois étapes essentielles de leur intervention pour agir : avant la célébration et en cas de suspicion de mariage forcé, l'audition des époux (si nécessaire séparément) est demandée pour confirmer ou infirmer le consentement. Dans ce dernier cas, le procureur de la République est saisi ; diligente une enquête et peut surseoir au mariage.

Le mariage sans consentement peut aussi faire l'objet d'une suspension le jour même de la célébration dans le cas d'une situation de contrainte visible (état de la future épouse, traces de violences, ou dissimulation de son visage). Le mariage forcé peut enfin être annulé, qu'il y ait eu consommation ou pas, après sa célébration et sur demande de nullité de la victime qui apporte les preuves que ce mariage a eu lieu sans son libre consentement. Ce sont là les trois types d'actions sur lesquels des détails très précis sur différents cas de figure ont été fournis aux élus pour tenter de décoder des signes et pouvoir intervenir.

Le nouveau dispositif mis en place a le mérite d'exister mais suffira-t-il à enrayer le phénomène ? Sûrement pas. Dalila, 28 ans, née en France de parents algériens installés dans l'hexagone de longue date, réagit lorsqu'on lui montre le guide de prévention des mariages forcés : «Tout cela est bien beau, mais il faut être dans la peau des victimes pour savoir que dans la majorité des cas, on ne peut rien faire transparaître. Comment voulez-vous réagir et provoquer la h'chouma à vos parents ? De plus, pour ce qui me concerne et lorsque j'ai deviné les manigances pour ce mariage, j'ai fini par me dire que c'est peut-être le seul moyen d'échapper à la tutelle de mes parents. Je ne savais pas alors que la tutelle de mon époux, arrivé d'Algérie, allait être encore plus dure. Aujourd'hui, avec un enfant de 6 ans,



Photo : DR

Les menaces et les coups, le lot quotidien de la majorité d'entre elles.

un mari rustre et brutal et sans emploi fixe, je me dépêtre comme je peux, avec des emplois en télémarketing. Le divorce est en cours, avec cette fois-ci, la bénédiction de mes parents, qui ne referont pas, c'est sûr, la même chose avec ma jeune sœur de 20 ans.» Globalement, deux phénomènes concourent à la persistance des mariages forcés en France : d'abord la représentation du rôle très archaïque de la femme qui reste ancrée lourdement dans les familles originaires du Maghreb, et ensuite, la montée très nette de l'islamisme dans les cités qui encourage ces pratiques.

La situation de Dalila est loin d'être aussi dramatique que celle que vit Zohra avec ses trois enfants de 8, 9 et 4 ans. Zohra, quarante ans mais qui en paraît beaucoup plus, est «technicienne de surface», en fait et pour être plus clair, femme de ménage pour une entreprise sous-traitante d'un hôpital public : «Je subissais tous les soirs, et le plus souvent au petit matin lorsqu'il rentrait complètement bourré, les coups et les menaces. Au lieu de le dénoncer à la police, j'ai, chaque fois, pris sur moi. Il y a 4 mois, j'ai quitté en pleine nuit le domicile et j'ai été, depuis, accueillie dans un foyer mais qui me demande de trouver une autre situation, celui-ci n'étant pas fait pour accueillir les enfants. J'ai été mariée en Algérie et j'ai engagé une demande de divorce là-bas et j'attends. Il y a toutefois une association qui s'occupe particulièrement des femmes du Maghreb qui m'a promis de trouver une solution pour que mes enfants sortent de cet état déplorable dans

lequel nous nous trouvons.» Dalila comme Zohra sont tout à fait en règle quant à leurs papiers. La première est franco-algérienne alors que Zohra est arrivée en France dans le cadre du regroupement familial. Ce n'est pas le cas de nombreuses autres algériennes qui ont arpenté, avec d'autres Algériens, les pavés de Paris les deux week-ends derniers pour demander leur régularisation. Ça n'est pas fait, et ce n'est sûrement pas demain qu'elles pourront se mouvoir en toute liberté, sans peur de se faire contrôler et se voir mises dans un avion et réexpédiées en Algérie. Certaines d'entre elles ont quitté le pays au plus fort des atteintes terroristes contre toutes les femmes qui ne se plient pas aux diktats des nouveaux maîtres ; d'autres ont décidé de faire une croix sur les maltraitances qu'elles subissaient dans le milieu familial par le père ou le frère, gardiens des us et coutumes, ou par des époux qui en ont fait «leur chose», ou d'autres encore qui ont simplement décidé de venir voir cet ailleurs qu'elles imaginaient comme un eldorado. Pour les unes comme pour les autres sans papiers, il va falloir attendre et raser les murs. Ni le gouvernement algérien, ni celui de la France ne semblent décidés à prendre en charge des Algériennes et Algériens sans papiers et qui sont les seuls ressortissants à vivre une situation ubuesque parce que régie par les accords bilatéraux de 1968, alors que des sans-papiers d'autres nationalités se voient régularisés, même si c'est au compte-gouttes.

K. B.-A.

8 MARS

Les promesses de Bouteflika !

«J'ai pris la décision d'approfondir et de poursuivre la politique visant à désigner des femmes à des postes qui étaient jusque-là l'apanage des hommes, à l'instar des postes de wali, ambassadeur, recteur d'université, président de cour de justice et membre du gouvernement.»

Le président-candidat à sa propre succession a également profité de l'occasion pour dire qu'il avait donné instruction aux membres du

gouvernement pour réserver un taux important des postes de directeur central et président d'entreprise publique aux femmes candidates désirant y accéder. Bouteflika reconnaît, cependant, que «les questions qui touchent à la promotion des femmes sont souvent délicates et chargées de passion, objet de polémiques incessantes, d'idées préconçues et préjugés infondés».

N. I.

ORAN : CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE MONDIALE DE LA FEMME

Diverses activités au programme

Une ambiance toute particulière a marqué la journée d'hier à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la femme. Les différentes directions et organisations associatives installées à Oran ont organisé plusieurs manifestations festives, consacrées à cet événement.

A cette occasion, le siège de la Sûreté de wilaya d'Oran a abrité une cérémonie spéciale au cours de laquelle douze policières ont été honorées, et ceci en présence d'un nombre important de responsables locaux et régionaux.

Parmi ces douze éléments de sécurité honorés, deux officiers ont été promus commissaires. Au cours de cette cérémonie, la même instance a rendu hommage à deux anciennes combattantes de l'ALN, en leur attribuant des cadeaux, de même que la mère d'un policier victime du terrorisme et une journaliste du Quotidien d'Oran.

La Protection civile a également célébré, au siège de sa direction de wilaya, de la même façon, la Journée mondiale de la femme en offrant des cadeaux à ses agents féminins. D'autre part, au Palais de la culture, plusieurs expositions ont été organisées.

C'est ainsi que des artisans femmes, des artistes-peintres, des sculptrices et des stagiaires des centres de formation professionnelles étaient conviées, de même que des représentants de différents organismes étatiques de soutien professionnel. Au niveau de ce même espace, des stands ont été consacrés à des confectionneuses de gâteaux et costumes traditionnels, tandis que d'autres pour abriter des expositions de tableaux de peintre, de sculpture et d'autres articles.

Au cours de la même journée, la Direction de la culture a programmé à la salle de conférences du Palais de la culture un après-midi

musical, des conférences portant sur des thèmes relatifs à la femme et à son rôle dans la société. Dans l'après-midi, un monologue intitulé Top Femmes devait être présenté par le comédien Mohamed Mihoubi, au théâtre Abdelkader-Alloula, et cela à l'initiative de l'association El Amel.

Durant la journée d'hier, la jeune association El-Emir UPC, qui œuvre pour l'animation culturelle en milieu jeune, a organisé une exposition de toiles mises au point par des jeunes artistes talentueux, au niveau de la Cinémathèque d'Oran. Une exposition semblable fut organisée par des étudiants de 3^e et 4^e années au siège de l'Institut des beaux-arts d'Oran.

L'association El-Emir a prévu, dans l'après-midi, la présentation d'une conférence, toujours sur le sujet de la femme, au siège de l'association Bel Horizon.

Ben Aziz